



LA VOIX DES FRANÇAIS

Indépendante de tout parti politique, l'Association Voix des Français-Renaissance 95 plaide pour une résolution des problèmes d'immigration conforme aux volontés du peuple français et dans des conditions moralement et humainement irréprochables.

N° 113 avril 2009

« Bien informés, les hommes sont des citoyens ; mal informés, ils deviennent des sujets. » ALFRED SAUVY

**Assemblée générale
de Voix des Français
le 19 mai 2009**

(voir page 6)

La question raciale est aujourd'hui centrale

Raymond Cartier et le problème noir

Raymond Cartier est surtout connu pour avoir laissé son nom au "cartiérisme", doctrine selon laquelle il ne faut pas gaspiller l'argent public pour les pays du tiers

monde : "Plutôt Corrèze que Zambèze". Mais ce grand journaliste avait aussi publié, dans les années soixante, plusieurs articles prophétiques pour alerter les Français sur le problème noir dont il observait les prémices dans notre pays.

Hélas, Raymond Cartier n'a pas été écouté ! Au contraire, en 1972, nous avons eu la loi Pleven, loi liberticide expressément conçue pour étouffer les voix hostiles à l'immigration. Et nous avons assisté à l'explosion démographique, en France, des populations noires issues d'Afrique et des Antilles.

Cartier craignait que la République fût ébranlée par les coups de boutoir du communautarisme. Nous y sommes : les activistes du CRAN revendiquent un régime de faveur pour les noirs au nom de la prétendue discrimination "positive" chère à Sarkozy. Aujourd'hui, la question raciale est devenue centrale.

Mais Cartier n'avait pas prévu que le cosmopolitisme deviendrait l'idéologie dominante. Il ne pouvait imaginer que les gens n'oseraient pas contester les dogmes destructeurs de l'antiracisme officiel. Comment peut-on régler un problème que l'on n'a même pas le droit de désigner ?

Le fonds génétique, socle de l'identité

Or, l'existence des races est un fait. Rappelons l'essentiel de la question raciale, telle qu'elle se présente *generaliter*.

1. L'espèce humaine est divisée en cinq grandes races : la race blanche (caucasoïdes), la race jaune (mongoloïdes), la race noire (négroïdes), plus deux autres

qu'il faut distinguer de la précédente, la race hottentote (khoïsanoïdes, en Afrique du sud) et la race australienne (australéoïdes, en Océanie et Asie du sud). Ces cinq races se sont séparées il y a au moins un million d'années, selon la théorie polycentrique (énoncée, avec des variantes, par Weidenreich, Coon et Wolpoff).

2. Les sociétés sont des systèmes bioculturels, en sorte que le fonds génétique des peuples, donc, en particulier, la race des hommes qui les composent, est le socle de leur identité (Voir, à cet égard, le livre du Club de l'Horloge, *La Politique du vivant*).

3. Si des hommes d'une autre race arrivent en masse dans le territoire d'un peuple, les conséquences sont toujours dramatiques. Première hypothèse : les immigrés sont absorbés par métissage ; le peuple d'accueil tombe alors en décadence et perd son identité. Seconde hypothèse : les immigrés ne se mélangent pas avec les indigènes (il s'agit de nous, en l'occurrence...) ; les antagonismes raciaux se développent alors inéluctablement au sein de cette société multicommunautaire.

Troisième hypothèse : une partie des immigrés se mélange avec les indigènes, qui perdent peu à peu leur identité, avec leur homogénéité ; une autre partie des immigrés forme une ou plusieurs communautés séparées et hostiles.

L'inversion des flux migratoires

Ce dernier scénario, qui cumule les inconvénients, est celui qui se dessine en France. Pour sauver notre patrie, il faut s'employer à remplacer les dirigeants politiques actuels, indignes des responsabilités qu'ils exercent. L'étape suivante consistera à inverser les flux migratoires pour que la proportion des noirs diminue dans notre pays. Répétons après le général de Gaulle : "Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne." ■



**Par Henry de Lesquen,
président
de Voix
des Français**

SOMMAIRE

PROJET-APACHE

LES PARISIENS

SORTENT

DE LEUR RÉSERVE

page 2

LES JEUNES UMP

DÉFENDENT

LEURS "POTES"

DES BANLIEUES

page 4

CRISE ÉCONOMIQUE:

LA POLOGNE

CHOISIT

LA PRÉFÉRENCE

NATIONALE

page 6

Entretien avec
Simon Charles

porte-parole du Projet-Apache

PROJET-APACHE : LES PARISIENS SORTENT DE LEUR RÉSERVE !

De plus en plus actifs à Paris, les jeunes militants du Projet-Apache défendent avec humour et efficacité nos valeurs et notre identité. Rencontre avec l'un de ses dirigeants.

On a beaucoup entendu parler du Projet-Apache, ces dernières semaines. De quoi s'agit-il ?

Né fin 2008, le Projet-Apache a pour vocation de rassembler les jeunes identitaires parisiens et franciliens. Il s'agit d'une initiative politico-culturelle destinée à rassembler les filles et les fils de Paris fiers de leur histoire, de leur identité et de leurs racines. Nous refusons d'être les derniers Mohicans d'un peuple et d'une culture assiégés de toute part. Face au monde moderne cosmopolite, uniformisé et aseptisé dans lequel nous vivons, nous avons décidé d'affirmer et de faire revivre notre identité locale.

Nous avons donc placé notre action sous le double patronage du dernier grand peuple amérindien, chassé puis parqué dans des réserves par les envahisseurs, et des « apaches » parisiens, bandes de mauvais garçons en lutte contre la société bourgeoise et ses injustices, qui arpentaient Paris au début du XX^e siècle. La police les désignait alors comme « la plaie de Paris » : nous souhaitons quant à nous

incarner la plaie du Système. Pour sortir de la grisaille et du marasme, nous comptons agir quotidiennement et assurer une présence concrète sur le terrain.

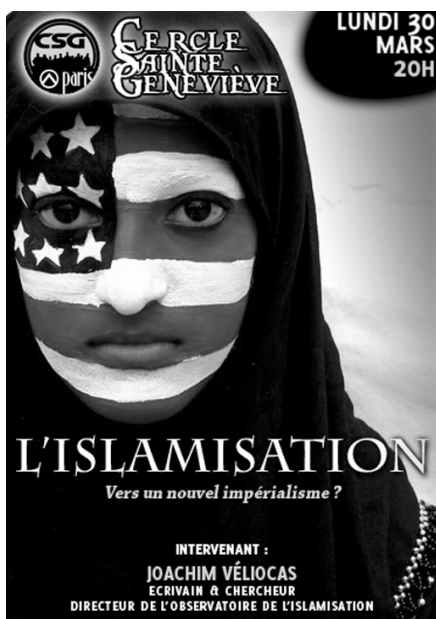
Comment ?

Nous visons plutôt une prise de pouvoir progressive à Paris, « par le bas », en plaçant le Projet-Apache comme tête de pont de projets politiques bien sûr, mais également culturels, associatifs, musicaux, artistiques, sportifs... voire économiques, en développant des réseaux alternatifs de consommation. Nous souhaitons conquérir les esprits plutôt que des électeurs, nous préférons accumuler les petites victoires plutôt que d'attendre un hypothétique « Grand Soir ». C'est pourquoi nous ne souhaitons pas entrer dans une logique de concurrence improductive avec d'autres mouvements. A contrario, nous pouvons, sur des thèmes qui nous paraissent primordiaux pour la sauvegarde de notre identité, à l'image de l'islamisation, apporter notre soutien



Quelques affiches de propagande du Projet-Apache – sous son nom propre ou, page suivante, celui d'une de ses émanations, le Cercle Sainte-Geneviève – en lutte pour préserver l'identité française et plus spécifiquement parisienne.





ponctuel à des initiatives concrètes « extérieures ». Dans cet esprit, nous avons par exemple dernièrement répondu à l'appel de Julien Sanchez, secrétaire du Front national de la 7^e circonscription de Seine-et-Marne, contre un projet de création d'un groupe scolaire islamique à Chelles (77). A terme, nous prôtons un véritable ré-enracinement des Parisiens dans leur

Cité : il faut penser, agir, consommer local. Dans cette logique de conquête des esprits et de réappropriation de notre cité, tout le monde peut nous apporter son aide, même ponctuellement (sans forcément adhérer à la totalité du projet ni avoir à payer de cotisation), et même s'il est déjà investi dans un autre parti ou association.

Quelles sont vos activités ?

Nous proposons des activités régulières : des cercles de formation politique et culturelle (« Cercle Sainte Geneviève »), un cinéclub, un club de boxe française, ou encore des soirées à thème régulièrement organisées. Autant de moyens de souder et de renforcer une communauté qui grossit de jour en jour. Pour nous faire connaître et communiquer, nous comptons sur la créativité et l'agitation : notre première campagne d'autocollants (une tête d'indien dominant la ville, avec le slogan « Pour ne pas finir comme eux ») a ainsi suscité la curiosité des Parisiens. Notre site Internet www.projet-apache.com constitue notre principal outil de communication, véritable plateforme multimédia sur laquelle nous travaillons beaucoup. Nous considérons Internet comme un des derniers espaces de liberté, et, dans une logique de « réinformation », nous comptons bien l'utiliser pour communiquer sur nos actions et répandre nos idées.

Mais ne nous cachons pas, Internet ne sert à rien sans la réalité du terrain : rien de tel que l'action pour réveiller nos frères parisiens et les sensibiliser sur l'ampleur du désastre. Là encore, nous avons voulu placer nos actions sous des angles astucieux et originaux.

Comme votre intervention dans le restaurant « Chez Papa », dans le XV^e arrondissement de Paris ?

Exactement. Il s'agissait d'occuper, dans une ambiance pacifique et festive, un restaurant de la chaîne « Chez Papa ». L'idée de l'action était de dénoncer les patrons-voyous qui embauchent des immigrés illégaux (ce dont s'est vanté Bruno Druilhe, le patron de la chaîne, allant même jusqu'à réclamer leur régularisation en 2007), uniquement dans le but de s'assurer une main-d'œuvre peu coûteuse et flexible, et, *in fine*, de tirer les salaires des travailleurs vers le bas. Ceci est d'autant plus scandaleux quand on sait que « Chez Papa » a le culot de proposer à ses clients des

Mieux vaut en rire...

Le Prix de l'Ethique 2008 placé en détention

Amad Ly, symbole des « grands frères » de Seine-Saint-Denis et « prix de l'Ethique 2008 », a été placé en détention provisoire après sa mise en examen, le 13 mars, pour... enlèvement, séquestration, tentative d'assassinat et violences aggravées ! Amad Ly, 28 ans, est soupçonné d'avoir tenté de tuer le 14 janvier 2009 un homme de 31 ans qui aurait eu une relation sentimentale avec une de ses sœurs. Selon Le Figaro du 15 mars, « Amad Ly aurait, avec deux de ses frères, capturé l'amant, lui infligeant une première correction, avant de le confronter à sa sœur, qui se trouvait à l'hôpital, déjà victime de la vendetta familiale. » Les trois frères auraient à nouveau frappé le prétendant. Puis l'auraient conduit, « mains liées et bâillonné », dans le coffre d'une voiture jusqu'à une forêt de Seine-et-Marne. La victime se serait enfuie alors qu'Amad Ly sortait un bidon d'essence pour l'en asperger et vraisemblablement, le brûler vif, comme il est de coutume, dans certains pays étranger, en matière de « crime d'honneur ».

Arrêté, le « grand frère » a, le 14 mars, tenté de s'évader du commissariat de Montreuil en sautant du deuxième étage, mais n'est parvenu qu'à se fracturer le talon. « Depuis, nous dit Le Figaro, il aurait reconnu les faits, mais nié toute intention d'homicide : « Je voulais juste faire peur » à la victime, qui a bénéficié de dix jours d'incapacité totale de travail (ITT). » Une plaisanterie, en quelque sorte... Ses deux frères ont été mis en examen dans le cadre de la même information judiciaire. L'un a été écroué, l'autre placé sous contrôle judiciaire. »

Auteur de J'ai mal à ma France, témoignage d'un grand frère (Chronique sociale, avril 2007), Amad Ly est le dernier colauréat du prix de l'Ethique organisé par La Lettre du Cadre Territorial. Né au Sénégal, il a vécu la plus grande partie de sa vie à la cité des Bosquets, à Montfermeil, et travaillait depuis deux ans à Clichy-sous-Bois auprès de « jeunes en échec scolaire ». On n'ose imaginer ce qu'il leur apprenait !

Cette affaire devrait en tout cas sérieusement écorner l'image angélique des « grands frères », ces personnages que les autorités tentent d'instaurer comme « médiateurs » dans les quartiers de non-droit. D'autant, raconte Le Figaro, qu'au domicile d'Amad Ly « la police a trouvé une vingtaine de téléviseurs dans leur carton... dont la provenance reste inexplicée ». Des cadeaux de ses « jeunes en échec scolaire » ?

Frédéric Petit

produits typiques du sud-ouest de la France et de jouer la carte « terroir et traditions ». D'où notre slogan « Business terroir, embauche terroir ». Au-delà de ça, c'est toute l'hypocrisie et le cynisme de ceux que nous considérons comme des nouveaux négriers que nous avons voulu dénoncer par cette action. Ces personnes qui bénéficient de la collaboration active et bien involontaire des réseaux bien pensants de gauche et d'extrême gauche, qui, au nom d'un « droitdelhommisme » béat, réclament eux Suite page 8

UMP : DISCRIMINATION ANTI-FRANÇAISE, MODE D'EMPLOI

Les Jeunes Populaires, le mouvement de jeunesse de l'UMP, veulent absolument favoriser les immigrés au détriment des Français de souche. Après avoir échoué à instaurer la discrimination dite « positive », ils biaisent en jouant sur le « social » dans les « cités ».

Camille Bedin, déléguée nationale des Jeunes Populaires évoque sur Internet ce qu'elle qualifie d'« avancées » au sein de l'UMP : « Les instances dirigeantes ont été récemment renouvelées en prenant en compte le critère de la diversité. Par exemple, Coumba Dukané a été nommée secrétaire nationale chargée de l'Enseignement supérieur. » L'intéressée sera sans doute ravie d'apprendre qu'elle doit son poste non pas à ses compétences, mais à ses gènes. Il faudra pourtant s'y faire, car telle est désormais la politique du parti présidentiel et l'avenir souhaité par son mouvement de jeunesse.

En effet, les Jeunes Populaires multiplient les « propositions sur la mobilité sociale » en organisant des « parrainages de potes des cités » ! Visiblement marris de n'avoir pu mettre en place la « discrimination sur critères ethniques » en faveur des immigrés prônée par leur président Benjamin Lancar, les jeunes sarkozystes ont donc décidé de biaiser : puisque la discrimination raciale n'est pas encore d'actualité, ils joueront sur les ambiguïtés sociales dans les « cités » pour favoriser les Français d'origine immigrée...

Leur projet a été baptisé « Pépites de la nation » et leur premier « forum » se tenait le 18 mars à l'hôtel Forest Hill de la porte de la Villette, à Paris, en présence du secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand ; du ministre de l'Éducation, Xavier Darcos ; de Martin Hirsch, haut-commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté et à la Jeunesse ; des secrétaires d'État Laurent Wauquiez – chargé de l'Emploi – et Fadela Amara, chargée de la Ville. On y a également croisé l'ancien président de SOS-Racisme, Fodé Sylla.

Les « Jeunes Pop » ont présenté un « catalogue de bonnes pratiques » riche de 86 propositions pour « favoriser la mobilité sociale des jeunes issus des "quartiers" ». Pour cela, ils se seraient même rendus dans les cités pour rencontrer des « experts » et « acteurs de terrain ». Sans doute pas autour du 15 mars, au moment des guet-apens tendus par les « potes » aux policiers, dans le quartier des Mureaux, par exemple. Il est vrai que ce ne sont pas les pépites qui volaient alors, mais des plombs.

Camille Bedin, également membre de la commission « Pépites de la nation » explique que ses amis et elle ont « travaillé sur trois axes : la mobilité à l'école, l'accès à l'enseignement supérieur et l'accès à l'emploi. »

En matière de scolarité, elle veut « donner de l'indépendance aux chefs d'établissement », notamment en les... obligeant à « s'impliquer dans le lien social », par exemple « en ouvrant leurs portes aux entreprises » et autres « acteurs sociaux ». Ceci parce que la mission du personnel enseignant serait « d'intégrer les élèves dans la société. » N'est-ce pas surtout le



Mercredi 18 Mars, 18h

Forest Hill La Villette, 28, avenue Corentin Cariou, 19ème (M° Porte de la Villette), Paris

Grand Forum

avec Fadela Amara, Xavier Darcos, Martin Hirsch, Laurent Wauquiez, Xavier Bertrand et pleins d'autres invités



Plus d'infos [ici](#) !

Une copie du site Internet des Jeunes Populaires, le mouvement de jeunesse de l'UMP. Les petits sarkozystes militent activement pour la préférence immigrée... Avec, comme le montre cette annonce, la complicité active de leurs aînés.

rôle des élèves en question, ainsi que de leurs parents ? Les Jeunes Pop souhaitent également la suppression des ZEP (zones d'éducation prioritaires), ces établissements scolaires dits « difficiles » et bénéficiant de moyens financiers colossaux pour inciter les professeurs à y rester deux ou trois ans de suite (l'Éducation nationale vient, par exemple, de proposer 2.000 euros de prime annuelle aux professeurs acceptant de travailler en Seine-Saint-Denis). S'il est donc vrai que la suppression des ZEP occasionnerait des économies conséquentes, l'on voit mal, en revanche, en

LES LIVRES DISPONIBLES

DANS LA LIBRAIRIE DE VOIX DES FRANÇAIS

- ☐ **La France aliénée**, de Paul Lambert (16 euros)
- ☐ **Penser l'anti-racisme**, d'Henry de Lesquen (23 euros)
- ☐ **L'islam sans complaisance**, de Bernard Antony (25 euros)
- ☐ **Mahomet, contre-enquête**, de René Marchand (23 euros)
- ☐ **L'immigration par escroquerie sentimentale**, de Marie-Annick Delaunay (16 euros)
- ☐ **Le vrai visage de l'Islam**, de M. Alcader (14 euros)



CALENDRIER

avril 2009

L	Ma	Me	J	V	S	D
			1	2	3	4
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

« mar

ARCHIVES

- ☞ mars 2009
- ☞ février 2009
- ☞ janvier 2009
- ☞ décembre 2008
- ☞ novembre 2008
- ☞ octobre 2008
- ☞ septembre 2008
- ☞ août 2008
- ☞ juillet 2008
- ☞ juin 2008
- ☞ mai 2008

quoi le fait d'effacer le nom ferait disparaître le mal, c'est-à-dire la délinquance et la violence endémiques régnant dans ces endroits généralement très riches de « pépites de la nation ».

Dans la ligne de leur président, Benjamin Lancar, les petits sarkozystes militent également pour une « *action positive* » en faveur des cités : en anglais, « *affirmative action* », traduit en novlangue par « *discrimination positive* » et en Français correct par « *discrimination ethnique antiblanche* ». Ainsi, après l'échec de la « *discrimination sur critères ethniques* » demandée par leur président fin 2008, les jeunes UMP tentent, en changeant de mots et en misant sur l'aspect social, de faire passer par la fenêtre ce qu'ils n'avaient pas réussi à faire entrer par la porte. Ils demandent notamment l'instauration de « *pourcentages de lycéens issus des quartiers dans les facs* » pour mettre fin à la « *ségrégation universitaire* » en Ile-de-France, et la suppression de la « *carte universitaire* » dans la région capitale.

Ils souhaitent également la traduction en plusieurs langues (dont l'arabe), des documents administratifs, afin de « *respecter la différence* » des étrangers débarquant chez nous sans même faire l'effort de maîtriser notre langue. Ils réclament, « *lors des réunions des parents d'élèves, la présence d'un traducteur pour ceux qui ne parlent pas français. Autre chose, tous les formulaires de l'éducation nationale doivent être proposés dans une autre langue* ». Et pourquoi ne pas demander aux professeurs d'enseigner dans la langue de leurs élèves ? Ou, comme à l'ONU, installer un centre de traduction simultanée dans chaque classe, afin que les étrangers ne soient pas « *discriminés* » ?

Concernant l'enseignement supérieur, il existerait, selon Camille Bedin, « *un problème de ségrégation et de ghettoïsation dans les universités : à Assas, on retrouve les "blancs bourgeois qui viennent de Paris"*. Alors, « *on propose (sic) la suppression de la carte universitaire. On propose que les grandes universités aient un quota de lycéens qui viennent des quartiers.* »¹

Autrement dit, nos « *révolutionnaires* » (re-sic) de l'UMP souhaitent mettre en place la mixité forcée qui a provoqué un chaos ethnique et social aux Etats-Unis il y a vingt ans, et que les Américains eux-mêmes ont cessé de promouvoir depuis dix ans !

Et en matière d'emploi, révolution toujours : les jeunes sarkozystes souhaitent « *créer une inspection générale de la diversité* » ! « *La HALDE (Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité), regrette Camille Bedin, n'a pas de pouvoirs contraignants (...)* On propose donc la création d'une sorte d'inspection générale de la diversité avec des enquêteurs qui contrôlent ce qu'il en est et infligent s'il le faut des sanctions ». Par exemple ? « *On propose que les entreprises qui ne respectent pas la diversité soient interdites de toute possibilité d'accès aux marchés publics.* » Ainsi, comme dans les régimes totalitaires, ceux qui n'appliqueront pas le diktat multiracial de « *Big Brother* » n'auront pas le droit de travailler !

Patrick Cousteau
Journaliste à Minute

1. Nous suggérons à Camille Bedin de retourner sur les bancs d'une école primaire, classée en ZEP ou pas, pour apprendre que « on » n'est pas « nous ». Il convient évidemment de dire : « Nous proposons » et non « on propose ».

RÉSISTANT !

● **Laurent Dandrieu**, rédacteur en chef à *Valeurs actuelles*. Sur le blogue de l'hebdomadaire, ce courageux journaliste, par ailleurs cinéophile éclairé, fait un sort à un certain cinéma français : « *Il y a longtemps que les cinéastes français, souvent plus compétents dans le maniement des clichés politiquement corrects que dans l'art de raconter une bonne histoire caméra en main, "nous les brisent menu" comme aurait dit Audiard, en nous donnant des leçons sur notre insuffisant accueil des immigrés, et le prétendu racisme des Français. Philippe Lioret, qui, lui, connaît son métier, mais dont le récent Welcome creuse le filon moralement juteux de la défense de l'immigration illégale, a ajouté l'odieux à l'imbécile en comparant la situation des clandestins dans la France de 2009 à celle des juifs en 1943. Justement rappelé à l'ordre par le ministre de l'Identité nationale Eric Besson, Lioret s'enferme dans un discours maximaliste, fidèle à l'idéologie régnante dans les milieux bien-pensants, selon laquelle toute tentative de réguler un tant soit peu l'immigration (et Dieu sait que la politique française en la matière est bien loin de l'ambition qu'appellerait l'importance du phénomène) est une atteinte insupportable aux droits de l'homme et du citoyen. (...) La citoyenneté dont se réclame Philippe Lioret n'est qu'une utopie sentimentale, qui nie tous les cadres concrets qui font la citoyenneté réelle : une "citoyenneté" qui rejette la nation, la communauté naturelle, l'Etat de droit, les règles qui permettent de vivre ensemble.* » Avec Laurent Dandrieu, nous préférons donc aller voir *Gran Torino*, le magistral film de Clint Eastwood sur la société multiculturelle américaine.

COLLABO !

● **Valérie Pécresse**. Après avoir remporté la primaire pour mener la liste UMP aux élections régionales de 2010, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche devrait encore, selon *Le Figaro*, « *se débarrasser* » de son image de « *Versaillaise* ». Pour ce faire, elle donne tous les gages possibles au public dont elle brigue les suffrages. Pour vaincre son rival homosexuel Karoutchi, elle s'est notamment placée sur la ligne du métissage obligatoire. Rappelons, pour mémoire, l'entretien que cette fanatique du mélange racial, par ailleurs outrancièrement favorable à l'immigration, avait donné au *Monde*, le 23 août 2006. Elle y évoquait la « *France d'après* », dans la droite ligne de son maître, Nicolas Sarkozy : « *La France est une société métissée qui ne se voit pas comme telle. Il faut pourtant le savoir : les habitants des ghettos et ceux des beaux quartiers finiront par se mélanger. Nos frontières vont s'ouvrir à de nouvelles formes d'immigration, venant d'Asie comme des pays de l'Est. Nous sommes à la croisée des chemins et nous avons peur. La peur de l'autre, de l'étranger. (...) L'histoire de la France est faite de grandeur, d'humanité et nous devons en être fiers. Il y a aussi des mémoires blessées, des personnes sacrifiées et des martyrs. Mais si, en tant que responsable politique, nous passons toute notre énergie à panser des plaies, à réécrire le passé pour le rendre plus acceptable, alors nous ne nous projetons plus dans l'avenir, à savoir la construction d'une société métissée* ». Selon les médias, Valérie Pécresse peut rêver de s'installer à l'Élysée après Nicolas Sarkozy. Mais avant cela, elle va tenter de se faire élire à la tête de la région Ile-de-France. Nos lecteurs devront avoir en tête l'épouvantable projet de Valérie Pécresse au moment du scrutin régional de 2010 ! Dans l'isolement, ils tiendront leur avenir entre leurs mains.

**CONVOCATION DES MEMBRES DE VOIX DES FRANÇAIS-RENAISSANCE 95
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 19 MAI 2009**

Une assemblée générale ordinaire aura lieu :
le mardi 19 mai 2009, à 18 heures,
dans les locaux du Club de l'Horloge,
4 rue de Stockholm, 75008 Paris,
[code d'entrée : A3648] (métro Saint-Lazare, sortie n° 1)

sur l'ordre du jour ainsi défini

1. ratification de la nomination de membres du conseil d'administration ;
2. rapport d'orientation du président Henry de Lesquen - débat et vote ;
3. rapport financier du trésorier Patrick Joly ; approbation des comptes et de la cotisation annuelle - débat et vote.



POUVOIR (*Nul ne peut être porteur de plus de dix pouvoirs.*)

[Coupon à découper et à envoyer, dûment complété, à Voix des Français, B.P. 4 – 75632 PARIS CEDEX 08.]

Je soussigné(e) (nom)..... (prénom)..... (adresse).....

..... **donne pouvoir** à M./Mme/Mlle (nom)..... (prénom).....
pour me représenter et voter à ma place à l'assemblée générale de *Voix des Français-Renaissance 95* du 19 mai 2009.

Fait à, le 2009.
(signature)

La préférence nationale constitue une véritable solution à la crise... chez nos voisins.

● La préférence nationale semble une évidence pour tous les pays de la planète... sauf le nôtre ! Voici un article que j'ai trouvé dans *Minute* du 25 mars, où l'on comprend que cette solution politique, loin d'être extrémiste, est de pur bon sens pour des dirigeants responsables : « "Les emplois polonais pour les travailleurs polonais" : c'est le slogan lancé le 13 mars par l'Alliance polonaise des syndicats (OPPZ, de gauche) et Solidarnosc (syndicat chrétien proche de la "droite dure", selon Lech Walesa qui en

a démissionné en 2006 après l'avoir co-fondé). Ces deux organisations, qui réunissent entre un et trois millions d'adhérents, selon différentes estimations, estiment que la Pologne subit désormais de plein fouet les retombées de la crise mondiale. Il n'est donc plus possible de laisser les citoyens polonais exposés à un capitalisme [cosmopolite] qui n'hésite pas à employer des étrangers prêts à travailler pour rien.

L'alerte a commencé fin 2008, quand des graphiques de l'Office central de statistiques ont révélé que l'industrie polonaise avait chuté de 14,3 % et que les entreprises seraient appelées à licencier au vu

Le chiffre du mois : 5.165

C'est, en euros – et d'après les chiffres du secrétariat d'Etat à l'Outre-mer –, ce que coûtera en moyenne chaque habitant des DOM-TOM au contribuable métropolitain pour l'année 2009. Soit, pour une famille de quatre personnes, plus de 20.000 euros ! A comparer avec vos déclarations de revenus ou à ce qu'un métropolitain « moyen » peut coûter à l'Etat. Loin d'être exceptionnelle, cette rente privilégiée accordée aux ultramarins n'est supérieure que de 3 % à l'année 2008.

L'augmentation de 2009 est due aux émeutes qui ont secoué les Antilles en février-mars. Elle s'inscrit dans un « plan » censé favoriser le « développement » de territoires vivant à 72 % de l'assistanat, selon le sénateur UMP Henri Torre. En réalité, il s'agit d'acheter la paix. Globalement, « l'effort financier de l'Etat pour répondre à la crise aux Antilles, chiffré à 847,9 millions d'euros par le secrétariat d'Etat à l'Outre-mer, s'ajoute aux 16,5 milliards d'euros inscrits, selon le gouvernement, dans le budget 2009 ». Soit au total, 17,3 milliards d'euros consacrés à l'outre-mer. On trouve par exemple 53,5 millions accordés à « la continuité territoriale » et consacrés au « passeport mobilité » : la prise en charge des frais de transport accordé aux étudiants d'outre-mer souhaitant venir en métropole (à peu près 2.000 euros par tête). Ou quelques mesures dont les métropolitains ne peuvent que rêver, comme une revalorisation de l'allocation logement (34 millions) ; une augmentation de 20 % de la prise en charge des frais de restauration scolaire des familles, soit 11 millions d'euros ; 280 millions alloués au « revenu supplémentaire temporaire d'activité », soit le versement, jusqu'en 2011, d'un revenu supplémentaire de 80 euros par mois à tous les salariés touchant moins de 1,4 Smic ; ou encore des « mesures exceptionnelles de soutien aux personnes âgées démunies et aux personnes handicapées » d'un montant de 12 millions d'euros. Heureusement que tous les Français n'en demandent pas tant... Sinon, de quoi vivraient les « domiens » ?

d'un fort ralentissement des commandes. Mettant en avant le fait que le taux de chômage a commencé à grimper et qu'il est contradictoire de défendre les salaires et emplois polonais tout en maintenant une concurrence déloyale, les deux formations syndicales ont demandé au gouvernement de restreindre considérablement le nombre d'étrangers autorisés à travailler dans le pays.

Jan Guz, chef de l'OPPZ, précise qu'il ne s'agit pas des membres de l'Union européenne, mais des Ukrainiens, des Biélorusses et des nombreux Asiatiques corvéables à merci. Jolanta Fedak, le ministre polonais du Travail, qui soutient cette revendication, a précisé qu'il y avait approximativement 10.000 Ukrainiens et Biélorusses légalement employés en Pologne, mais que l'on ignorait le nombre d'étrangers travaillant au noir.

Durant l'explosion de la croissance polonaise des années 2000, Varsovie avait lancé une politique migratoire très favorable à ses voisins, car plusieurs centaines de milliers de Polonais partaient travailler dans les pays de l'Union européenne. L'ennui, c'est que beaucoup de Polonais ont maintenant besoin d'emplois occupés par des immigrés. Notamment des ouvriers venus de l'industrie et des ruraux, prêts à se reconvertir dans la restauration, la maintenance ou les marchés. De plus en plus de femmes au foyer, dont les familles sont frappées par le chômage de l'époux, sont prêtes à travailler comme femmes de ménage, assistantes médicales ou gardes d'enfants, autant de postes faiblement rémunérés et actuellement occupés par des Ukrainiennes ou des Biélorusses – le Polonais, méfiant, rechignant à confier ces emplois à des Asiatiques.

Et ce n'est pas tout. Durant sa conférence de presse, relayée par tous les médias polonais, Guz a lancé un cri d'alarme : "Nous devons multiplier les emplois ici, car beaucoup de Polonais vont rentrer à la maison et il est impensable de les laisser sans travail." En effet, une récente étude estime que plus de 200.000 Polonais vont revenir d'Irlande et du Royaume-Uni, toujours à cause de la crise – et notamment des syndicats britanniques qui militent eux-mêmes aux cris de "British jobs for British workers !" [Les emplois britanniques pour les travailleurs britanniques] ».

En réalité, au Royaume-Uni comme en Pologne et partout ailleurs, l'extrême faiblesse dont la France fait preuve n'est possible qu'en période faste et ne peut pas durer toujours.

Jean C. (41, Angers)

Islam, christianisme : quand défendrons nous nos propres valeurs ?

● Six Algériens, à Tiaret (ville du Sud de l'Oranais, que je connais fort bien : j'y ai séjourné), qui étaient convertis au christianisme ont été condamnés à de la prison. Motif : exercice illégal d'un culte non musulman ! Alors, c'est pour quand les condamnations pour exercice illégal du culte musulman en France ? Pas pour demain, puisque nous continuons à construire des mosquées pendant qu'on incendie huit églises en trois mois en Algérie.

En 130 ans, nous n'avons pas réussi à faire manger du porc aux Algériens, mais en dix ans, en France, on a réussi à nous priver de porc dans nos cantines pour faire plaisir aux Algériens !

Avant 1962, les femmes musulmanes se baignaient sur les plages en Algérie, vêtues simplement de leur maillot de bain. Maintenant, on nous oblige à leur réserver un jour dans nos piscines. Je suppose que bientôt, on nous interdira aussi d'aller un jour par semaine à la plage. Pourquoi pas ?

I.S. (34, Sète)

Excision islamique : l'Etat doit trancher.

● J'ai lu récemment, dans *Rivarol*, que le secrétaire d'Etat à la Solidarité, Valérie Létard (qui sera tête de liste UMP dans le Grand

ÉCOUTEZ RADIO COURTOISIE "La radio de toutes les droites"

Paris 95,6 Chartres 104,5

Le Mans 98,8 Caen 100,6

Le Havre 101,01 Cherbourg 87,8

ainsi que sur le bouquet satellite

Canalsat et sur Internet :

www.radiocourtoisie.net

et notamment :

- le lundi soir, chaque semaine,

de 18 h à 21 h, le Libre journal

d'Henry de Lesquen

(rediffusion à 2 h et 7 h 30 du matin)

- le vendredi, toutes les quatre semaines,

(8 mai, 5 juin...), de 12 h à 13 h 30,

le Libre journal de l'identité,

dirigé par Pierre-Alexandre Bouclay

(rediffusion à 16 h et minuit).

A noter : Pierre Millan représentera Voix des Français dans le Libre journal de l'Identité

Nord-Ouest aux élections européennes), a lancé le 6 février un Plan de lutte pour venir en aide aux « 53.000 femmes adultes victimes d'excision en France ». Mme Létard admet qu'« on n'a pas d'outil de mesure pour évaluer la menace » mais elle estime que « l'Etat doit être aux côtés des victimes d'acte de barbarie », puisque « la médecine permet une réparation physique ».

La médecine, oui, mais en va-t-il de même des finances publiques ? A l'heure où la grande misère des hôpitaux est telle qu'« on est toujours au bord de la catastrophe » (dixit le Pr André Grimaldi, patron de la Pitié-Salpêtrière) et que la réforme de la santé préparée par Roselyne Bachelot prévoit de nouvelles restrictions de crédits, on peut se demander si l'onéreuse « reconstruction » de Fatou et des dizaines de milliers de ses semblables – qui veulent cependant « rester fidèles à [leur] culture et à [leur] tradition » – est vraiment une priorité, de même que la non moins coûteuse (2.000 euros environ) reconstitution de l'hymen des jeunes musulmanes voulant arriver intactes au mariage après avoir fauté. Mais quoi, la France est comme la Journée de la Femme : sans frontières.

Daniel V. (75, Paris)

☛ *Suite de la page 3* : aussi la régularisation massive des clandestins en France ! Finalement, l'occupation d'un des restaurants « Chez Papa » a fait beaucoup parler d'elle, avec des articles dans *L'Express* ou *Le Parisien*.

Bien entendu, nous avons encore beaucoup de projets en préparation, et comptons faire de nouvelles actions qui, nous l'espérons, ne manqueront pas de surprendre !

Vous avez récemment mis les rieurs de votre côté en rebondissant sur les événements en Guadeloupe...

Nous avons effectivement manifesté pour réclamer la préférence locale, à Paris comme en Guadeloupe ! Car nous ne sommes pas que des agitateurs nés, nous n'avons pas vocation à rester d'éternelles machines à dénoncer. Non. Nous savons aussi dire « merci » à ceux qui font avancer les choses. En particulier, comment ne pas être reconnaissants envers nos « camarades » guadeloupéens, et notamment les syndicalistes du LKP, qui, lors des récents événements outre-mer, ont placé la « priorité d'embauche pour les Guadeloupéens » dans leurs revendications sociales, acceptées du reste par le gouvernement ? Une mesure de « préférence locale » relevant du simple bon sens que nous, identitaires parisiens, ne pouvions que saluer ! Nous avons donc décidé d'organiser une manifestation de soutien aux Guadeloupéens dans les rues de Paris, rassemblés derrière une banderole sur laquelle était écrit « En Guadeloupe comme à Paris, la préférence locale c'est bon pour le moral ! » En forme de clin d'œil à un succès musical de la « Compagnie Créole », nous avons voulu rappeler que ce qui apparaît comme naturel et justifié en Guadeloupe, aux yeux des media, du gouvernement et de l'opinion publique, doit également l'être en métropole et plus largement en Europe.

Contact

Courriel : contact@projet-apache.com
Téléphone mobile : 06 59 70 65 91

**Envoyez-nous vos
commentaires
et réflexions sur l'actualité !**



@

**VOIX DES FRANÇAIS BP 4
75362 PARIS
CEDEX 08**

vdfr@club-internet.fr

Imprimé par RPN - Livry-Gargan - Rédacteur en chef : Frédéric Petit.

Soutenez l'action de "Voix des Français" !

Voix des Français - BP 4 - 75362 PARIS CEDEX 08
Tél. : 01 42 67 22 05 - Télécopie : 01 42 67 19 92 - Internet : www.vdfr95.com -
Courriel : vdfr@club-internet.fr

COMITÉ D'HONNEUR DE L'ASSOCIATION :

M. Ph. BOURCIER de CARBON, Président du Comité d'honneur - M^{ME} D. ARTAUD, directeur de recherche (émérite) au CNRS - M. J. BLANCHOT, co-fondateur de Voix des Français-Renaissance 95 - Général de Division aérienne G. GRIMAL - M. P. MILLOZ, Inspecteur général de l'Industrie (H), écrivain, double lauréat de l'Institut, Chevalier de la Légion d'Honneur - Mme J. MOTTIN - M. P. PÉCOUX, Chevalier de la Légion d'Honneur, Commandeur de l'Ordre national du Mérite - Princesse A. de POLIGNAC - Membre associé : S.E.M. l'Ambassadeur A. SMITSENDONK, Officier de l'ordre d'Orange-Nassau, Chevalier de l'Ordre du Lion néerlandais.

IN MEMORIAM

M. CARAGE, Commandeur de la Légion d'Honneur, Compagnon de la Libération - A. CHAMBON, ancien Ambassadeur, Grand-Officier de la Légion d'Honneur - A. JORDAN, ancien Ambassadeur, Commandeur de la Légion d'Honneur, Compagnon de la Libération - J. MOTTIN, Conseiller d'État.

BULLETIN D'ADHÉSION ET DE SOUTIEN

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Code postal :

Ville :

J'adhère à *Voix des Français*

adhésion Ordinaire (30 EUR)

adhésion Bienfaiteur (50 EUR)

adhésion Donateur (150 EUR)

Je n'adhère pas, mais, pour soutenir votre action, je vous fais un don de EUR

(chèques à l'ordre de *Voix des Français*)

Ensemble, augmentons la diffusion du journal « La Voix des Français » !

Comme vous l'avez certainement constaté, nous avons travaillé pour rendre le journal plus attractif. C'est pourquoi, en retour, nous vous demandons de nous aider à mieux le diffuser. Vous pouvez le faire de deux façons :

- EN OFFRANT UN ABONNEMENT D'ESSAI À VOS AMIS. Pour seulement 10 euros, vous pouvez abonner deux de vos amis à *La Voix des Français* pour une durée de 4 mois.
- EN NOUS FAISANT PARVENIR LES COORDONNÉES DE PERSONNES dont vous savez qu'elles partagent nos préoccupations. Elles recevront chacune un exemplaire gratuit de notre journal.